

BANQUET SOCIAL

Journal du XII^e Arrondissement.

PARAISANT TOUS LES JOURS.

Prix d'Abonnement : Un an, 24 fr. — Six mois, 12 fr. — Trois mois, 6 fr. — Un mois, 2 fr. — Tout ce qui concerne la rédaction ou les annonces doit être adressé franco, au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire.

Ajournement des élections. — En avant Polonais, chant du départ. — Soyons unis! — XII^e Arrondissement. — Actes officiels. — Manifestation polonaise. — Discours de Lamartine. — Caisse d'épargne. — Circulaire du ministre du commerce. — Circulaire du ministre de l'agriculture. — Algérie. — Révolution européenne. — Faits divers. — Annonce.

Paris, 27 mars.

Ajournement des élections.

Le Gouvernement provisoire.
Vu le décret qui ajourne au 5 avril les élections de la garde nationale;
Vu les renseignements donnés par les commissaires des départements, et la délibération du maire de Paris;
Attendu qu'il y aurait impossibilité matérielle à maintenir le jour d'abord fixé pour les élections générales;
Sur le rapport du ministre de l'intérieur.
Décrète :
1^o Les élections générales des représentants du peuple auront lieu le dimanche 23 avril.
2^o L'assemblée se réunira le 4 mai prochain.

En avant, Polonais!

CHANT DU DÉPART.

En avant! en avant, fils de la Liberté! le souffle de la Révolution a dispersé les nuages du despotisme! En avant! Dieu bénisse vos armes et vous donne la victoire!

L'aigle blanc de la Pologne a secoué ses ailes, et sa voix a répondu aux cris des autres peuples... On le croyait mort... li n'était qu'endormi. après les fatigues de sept luttes inutiles. Mais aujourd'hui qu'une rayonnante espérance éclaire l'horizon de ceux qui versaient des pleurs de sang dans l'esclavage, aujourd'hui que l'Europe tout entière acclame l'avènement de la République Française, et se modèle sur elle, la Pologne reprend courage, elle aspire à ressaisir sa place dans le vaste champ de la résurrection des peuples, elle ne veut plus rester clouée comme le Prométhée antique sur le rocher de la tyrannie, rongée au cœur par le vautour moscovite, elle va se redresser délivrée de ses chaînes, fière et forte, puissante et libre. Hurrah pour la Pologne!

En avant! en avant! fils de la Liberté, le souffle de la Révolution a dispersé les nuages du despotisme! En avant! que Dieu bénisse vos armes et vous donne la victoire!

Cracovie, la ville tant de fois rougie par le meurtre de ses enfants! Cracovie a la première donné le signal. Le feu de l'insurrection couvait toujours dans son enceinte, quoiqu'eussent fait ses bourreaux pour l'éteindre dans le sang. Ce feu sacré de la Liberté, éternel comme celui de Vesta, s'est ranimé plus ardent que jamais; il a réchauffé tous les cœurs, il a propagé l'incendie avec la rapidité de l'éclair; il brûlera les échafauds construits par la violence, et les palais des oppresseurs ne seront bientôt plus qu'un monceau de cendres.

Courage, Pologne! le dernier coup que tu vas frapper est décisif! Le jour est venu de reconquérir tes anciennes limites! Fleuve d'hommes captifs, la tempête révolutionnaire te soulève, romps tes digues, et rentre victorieusement dans le lit national que Dieu t'avait donné. Les trônes sont désormais un vain boulevard à opposer au débordement et à l'agitation des vagues populaires. Déjà, depuis un mois, le torrent de l'humanité révoltée contre l'injustice a renversé, entraîné, submergé la moitié des rois... La France a achevé sa tâche: celle de l'Autriche et de l'Italie sera terminée demain! Reconnais la tienne, Pologne! quoique décimée par de terribles mais glorieuses défaites, tu as encore assez de soldats prêts à combattre pour ta délivrance!

En avant! en avant! fils de la Liberté! le souffle de la Révolution a dispersé les nuages du despotisme! En avant! Dieu bénisse vos armes et vous donne la victoire!

Ayez foi dans l'avenir, espérez le succès, enfants de la mère-patrie restés en butte aux coups de vos persécuteurs dans vos foyers violés par les satellites du czar et de Metternich... Cette fois vous ne serez pas seuls sur ce champ de bataille. Vos frères qui depuis si longtemps demandaient au ciel la faveur de vous rejoindre, voient maintenant s'accomplir le plus cher de leurs vœux... Les voilà qui, demain formant une légion sublime, s'en vont à travers les bénédictions et les vœux des nations unir à vos efforts le secours fraternel de leurs bras! Ils se sont battus avec nous le 24 février pour la sainte cause

de l'indépendance, ils s'élancent vers vous, brûlants de lutter encore pour elle, emportant des drapeaux consacrés par une grande victoire. A Cracovie comme à Paris, ils voudront vaincre ou mourir! Ils ne mourront pas, nous l'espérons. Si, poussé par cet esprit de vertige, qui depuis quelque temps égare les têtes couronnées, l'empereur de Russie armait contre les justes prétentions de la Pologne ses légions barbares, il ne trouverait plus en Europe un seul allié pour l'aider à consommer le crime qu'il a déjà commis plusieurs fois. Ses plus fidèles amis du passé ont été effacés par le doigt du peuple de la liste des puissants... Ils errent maintenant à travers le monde, rejetés comme des assassins, fuyitifs et proscrits comme Cain le premier homicide. Ces hommes sanguinaires ont reçu leur juste châtiment... Cain fut condamné par Dieu pour avoir tué un homme... Metternich et ses massacreurs avaient décapité les trois quarts d'une nation! Avant peu de jours, la tête d'un illustre et courageux martyr allait rouler à Berlin sous la hache préparée de concert avec le cabinet autrichien et l'empereur de Russie par Frédéric Guillaume. Mais, Dieu merci, Louis Mieroslawski et ses vaillants compagnons sont libres à présent.

La tête, le cœur et le bras de Louis Mieroslawski, voilà encore de puissants auxiliaires pour la Pologne. A peine sortis de leurs cachots, les Polonais, poursuivis il y a quatre mois avec tant de haine par les réquisitoires d'une hyène judiciaire, du procureur-général de Wentzel, courent aux bords de la Vistule serrer la main de leurs frères. Ils sont déjà près d'eux sans doute. Bientôt à leur tour, ceux de leurs compatriotes qui ont acquis dans la France une seconde patrie par dix-huit ans d'exil auront grossi leurs rangs. « Vous entendrez parler de nous avant peu », disaient-ils hier en nous faisant leurs adieux, en nous priant de veiller sur les précieux dépôts qu'ils nous confiaient, leurs enfants, leurs femmes, leurs vieillards. »

Tous les cœurs ont battu à ces touchantes paroles, toutes les bouches ont religieusement murmuré : « Nous l'espérons, nous le demandons à Dieu! »

En avant, en avant, fils de la Liberté! le souffle des Révolutions a dispersé les nuages! en avant! Dieu bénisse vos armes et vous donne la victoire!

Adieu, frères, ou plutôt au revoir, car le mot suprême ne doit être qu'à ceux qui doivent mourir. Vous nous quittez demain, mais ce n'est pas pour jamais! au jour où les peuples seront unis par la sublime confédération d'une république universelle, nous vous verrons encore! Allez donc semer dans votre patrie les germes des saintes idées que vous avez puisées en France. Notre révolution s'est faite au nom de la grande devise : Liberté! Egalité! Fraternité! Accomplissez la vôtre au nom du même principe. Dans vos premières tentatives; affranchissements, vous oubliez vos frères du peuple, vous les regardez comme placés au-dessous de vous. Agirez encore de même serait une grave erreur. Il n'y a plus désormais de rangs ou de classes parmi les hommes... nobles ou peuples, riches ou pauvres, tous sont au même niveau devant l'avenir, les privilèges de castes sont anéantis... la Liberté n'admet pas de parrains. Vierge mère du monde, elle donne sans préférence le sein à tous les hommes, et, vous le savez, ceux qui ont sucé le même lait sont frères. Joignez donc à son glorieux nom, dans votre cri de guerre, ceux de deux forces sociales, qui la complètent : Egalité! Fraternité!

En avant, en avant, fils de la Liberté, le souffle des Révolutions a dispersé les nuages du despotisme! En avant! Dieu bénisse vos armes et vous donne la victoire.

Soyons unis!

La grande révolution de 89 avait posé un principe plein de profondeur et de vérité. — L'union fait la force. — Nous sommes les enfants de cette révolution : n'oublions pas les leçons de notre mère : mettons les à profit dans nos actes.

Oui, pour garder notre force, pour la garder inébranlable, soyons unis! Loin de nous l'esprit mauvais de zizanie et de division. Nous aurions plus tard d'amers regrets si nous avions cédé à des intérêts mesquins, à d'étroites considérations, quand notre devoir était de nous occuper uniquement de travailler chacun pour notre part à concourir au bien de tous.

Nous disions hier combien il était important de se mettre en garde contre les rumeurs sourdes et invouées, contre les confidences improbables des alarmistes; nous cherchions à faire sentir que des esprits solides se rendraient indignes d'eux-mêmes s'ils se laissaient ébranler par les sinistres pressentiments que sèment çà et là des nouvellistes timorés.

Aujourd'hui nous croyons utile de signaler au dédain général une autre espèce de tendances dangereuses, qui cherche de temps en temps à se faire jour parmi nous.

Des hommes qui se disent être les seuls républicains déversent à flots l'injure sur ceux qui ne sont pas en communion directe avec eux. Ils admettent des catégories dans les rangs de ceux qui sympathisent franchement et loyalement avec la République. — Ainsi, pour eux, tous ne sont pas égaux; car ils distinguent les républicains de la veille de ceux du lendemain... Ils insinuent que les premiers ne sont pas autre chose que des partisans de la Régence ou de la Légimité déguisée, qui prennent les voies détournées de l'hypocrisie politique pour arriver plus sûrement à leur but, à une contre-révolution. Ce sont là de misérables distinctions dont les conséquences peuvent être funestes.

Qu'arrive-t-il, en effet, de ces paroles imprudentes? Elles excitent les différents groupes les uns contre les autres; elles établissent entre eux des hostilités de mots qui pourraient, hélas! si l'on n'y prenait une sérieuse attention, devenir plus tard des hostilités de faits.

Les amours-propres se blessent, et les plaies s'enveniment. On se jette aujourd'hui des injures à la face; demain, peut-être, on se tirerait des coups de fusil. Et tout cela, pourquoi?

Eh! mon Dieu! pour des hommes qui souvent n'en valent pas la peine, pour des brouillons maladroits qui, trop pressés d'atteindre l'objet quelconque de leur ambition, dénigrent incessamment ceux qu'ils croient leur faire obstacle pour les renverser dans l'estime de leurs concitoyens.

Soyons, nous qui ne voulons que le bien du pays, la gloire de la République, et l'affermissement d'un ordre nouveau volontairement choisi par nous, soyons plus sages que ces hommes... laissons les, sans même paraître nous en apercevoir, méditer une loi impossible des suspects. N'écoutez pas leurs folles paroles qui pourraient exciter notre haine contre eux et briser nos rangs par des divisions intestines. Marchons sans crainte, unis par la solidarité pour la défense des vrais principes républicains, que nous comprenons, Dieu merci! que nous aimons de toute l'énergie de notre âme. Ne voyons d'ennemis que là où la guerre nous est déclarée, où des pièges nous sont tendus; mais, au moins, ayons assez de confiance dans notre propre loyauté pour croire à celle des autres.

Les petites menées des hommes qui veulent nous disjoindre deviendraient graves si nous semblions même nous en préoccuper. Négligeons-les pour ne penser qu'à l'amélioration sociale du peuple, et aux problèmes sérieux qui la féconderont; ces menées tomberont d'elles-mêmes.

XII^e Arrondissement.

— Le citoyen archevêque de Paris est allé aujourd'hui en tête d'une compagnie de la garde nationale bénir l'arbre de la Liberté à l'Entrepôt.

— La légion polonaise, en allant faire ses adieux au Gouvernement provisoire, était conduite par les gardes nationaux appartenant tous exclusivement à la 12^e légion.

De l'Hôtel-de-Ville, le cortège est allé à la Colonne de juillet. Là un Polonais, s'adressant aux gardes nationaux, leur a dit d'éloquents paroles qui ont fait couler des larmes, et que nous regrettons vivement de ne pas pouvoir publier.

Le citoyen Gosselin, officier de la 12^e légion, a répondu en ces termes au nom de ses camarades :

Polonais!

Le roi qui vous avait menti traitement en 1830 vient de tomber sous les malédictions de la France; aujourd'hui c'est la France républicaine qui vous crie : « La nationalité polonaise ne périra pas! » Marchez donc à l'avant-garde, enfants de Sobieski et de Kosciusko, allez dire à Nicolas que cent mille Français vont vous suivre pour aller lui demander compte du sang de ses victimes. Vive la Pologne!

— Le citoyen Delettre a été proclamé ce soir, à l'unanimité, par le Club du Banquet, candidat à la représentation nationale, après une profession de foi très-éloquente. Nous sommes heureux de saisir cette occasion pour rendre un public hommage au patriotisme éclairé, sage et véritablement républicain du citoyen Delettre. Il a fait preuve, dans son discours, ainsi que dans ses réponses pleines de justesse et d'énergie, à des interpellations embarrassantes, de sa haute intelligence et de son dévouement sans bornes aux intérêts du pays.

— Deux arbres de la liberté ont été plantés aujourd'hui sur la place Maubert, au bruit des fusillades, aux cris répétés de Vive la République! Ils ont été bénis par le curé de St-Nicolas.

Au Citoyen rédacteur en chef du BANQUET SOCIAL.

Citoyen Rédacteur,

Je vous prie, dans l'intérêt de la cause Polonoise, de donner, aujourd'hui même, publicité à la note que j'ai l'honneur de vous adresser.

Veillez recevoir mes salutations empressées,
D'HEURLE.

« Prisonnier à Kostroma, en Russie, en 1812, frère d'armes des Polonais qui combattait dans nos rangs, j'ai pendant 23 mois de captivité partagée avec un grand nombre d'entre eux, appris à les aimer et à connaître leurs oppresseurs; je supplie ceux qui, comme moi, les virent sur les champs de bataille ou au sein de la captivité, de leur venir en aide dans ce moment suprême où ils s'apprent à partir pour la délivrance de leur patrie.

« Garde national, j'invite tous les citoyens à s'associer à cette grande œuvre; enfin, je fais appel aux prisonniers français en Russie, et notamment à ceux que j'ai ramenés en 1814, en qualité de commandant et d'interprète. Je recevrai chez moi toutes les offrandes en armes et en argent qui me seront faites en faveur de la cause polonoise; je ferai connaître les noms des souscripteurs et le montant des dons de chacun d'eux.

« D'HEURLE, de l'ex-8^e chassurs à cheval, chef de bataillon de la 12^e légion, et l'un des commissaires du banquet réformiste.
1, Cloître des Bernardins.

« Paris, le 27 mars 1848. »

Actes officiels du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le gouvernement provisoire au peuple français!

Citoyens,

Vous avez connu, vous avez apprécié les motifs qui ont décidé le gouvernement provisoire à reculer jusqu'au 5 avril les élections des officiers de la garde nationale.

Cet ajournement nécessaire ne permettrait pas de commencer le 9 les élections des représentants du peuple.

Avant d'en fixer définitivement l'époque, le Gouvernement provisoire a voulu consulter l'opinion de la France entière.

Les commissaires des départements ont été interrogés; leur réponse, presque unanime, c'est qu'on doit différer, le moins possible, la convocation du peuple. Des pétitions nombreuses nous ont exprimé à cet égard les vœux les plus pressants.

Le même sentiment domine dans l'immense majorité de la population parisienne.

Le Gouvernement provisoire se croirait coupable s'il gardait dans ses mains, sans la plus impérieuse nécessité, le pouvoir exceptionnel et temporaire que cette nécessité même a fait légitime et dont le dévouement à la République fait tout l'honneur.

Le Gouvernement provisoire n'a donc été décidé que par des difficultés matérielles à remettre le jour des élections générales au 23 avril et la réunion de l'assemblée au 4 mai.

C'est à vous, citoyens, d'achever l'œuvre généreuse que vous avez entreprise. La République est fondée; nulle intrigue, nulle tentative insensée ne prévaudra contre elle. Le peuple le veut: il saura défendre ce qu'il a su si vaillamment conquérir. Qu'elle s'organise sur de larges bases; que la constitution prochaine fasse passer dans les institutions et dans les lois les grands principes de notre révolution; que vos choix préparent le règne de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité.

Grâce à votre concours, citoyens, le Gouvernement provisoire a pu porter jusqu'à ce jour le fardeau des affaires publiques. Il ne veut pas, il ne pourrait pas retarder d'une heure le moment où il déposera le pouvoir dans les mains de l'autorité souveraine, seule capable de répondre à tous les vœux de la France, seule assez forte pour diriger les destinées de la République dans ces voies où l'impulsion magnanime du peuple les a lancées.

Ne perdez donc pas de temps, citoyens, pour discuter les idées et les hommes; que ceux-ci soient par leurs principes, par leur vertu, par leurs lumières, par leur pureté, par leur amour de la patrie, les vrais représentants du peuple, et l'Europe saluera l'assemblée nouvelle avec le même enthousiasme qui accueille partout la révolution que le peuple a faite, et qui engendre la plus puissante des propagandes: celle qui est inspirée par l'admiration!

Citoyens,

Je suis informé que dans quelques arrondissements et dans quelques communes de la banlieue, le nombre des fusils disponibles n'étant pas suffisant pour tous les gardes nationaux, on a armé de préférence ceux qui étaient pourvus de l'uniforme.

Cette mesure, il est vrai, n'a été prise par les municipalités qu'en vue d'encourager les citoyens à faire les frais de l'uniforme, pour que cette dépense ne retomât pas à la charge des communes déjà très-obérées.

Toutefois, une semblable préférence blesse le sentiment de l'égalité.

Je vous invite en conséquence, pour la délivrance des armes aux citoyens, à ne suivre d'autres règles que l'ordre des numéros d'inscription au registre matricule de la garde nationale, sans aucune distinction entre ceux qui sont habillés et ceux qui ne le sont pas.

Vous aurez seulement à réserver provisoirement à la mairie le nombre de fusils nécessaires pour armer chaque jour, et pour la durée de leur service, les gardes nationaux auxquels, faute de ressources suffisantes, ils n'auraient pas encore été délivrés de fusils.

Le Gouvernement provisoire a pris des dispositions pour que l'armement de la garde nationale soit complété le plus tôt possible.

Salut fraternel.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris,

Signé: ARMAND MARRAST.

La députation des Polonais s'est présentée au Gouvernement provisoire.

M. Gobebski, au nom de la députation, s'est exprimé en ces termes:

« La Pologne, citoyens, rejette son linceul sanglant, et ses fils exilés viennent auprès de vous remercier la France de l'hospitalité qu'elle leur a accordée aux jours du malheur.

« Nous ne doutons pas que dans ce moment suprême vous saurez, citoyens, concilier les exigences impérieuses du sentiment national avec les difficultés de votre position.

« Après tant de déceptions cruelles, l'heure est arrivée où la Pologne pourra enfin décider de son sort par elle-même.

« C'est pour concourir à cette œuvre que nous marchons, et nous croyons avoir le droit d'espérer que vous nous aiderez à accomplir notre devoir de soldats.

« Nous comptons sur vous, citoyens, car nous vous considérons comme l'expression véritable du peuple français, nos frères. (Vive la République française! vive la République polonoise!) »

M. Lamartine, membre du Gouvernement provisoire, a répondu:

« Citoyens polonais,

« La République française reçoit comme un heureux augure l'hommage de votre adhésion et de votre reconnaissance pour son hospitalité! Je n'ai pas besoin de vous dire ses sentiments pour les fils de la Pologne. La voix de la France vous les disait, chaque année, même quand cette voix était comprimée par la monarchie. La République à la voix et le geste plus libres et plus sympathiques encore. Elle vous les redira ces sentiments fraternels. Elle vous les prouvera sous toutes les formes compatibles avec la politique de justice, de modération et de paix qu'elle a proclamées pour le monde.

« Oui, depuis vos derniers désastres, depuis que l'épée a effacé de la carte des nations ces dernières protestations de votre existence, comme vestige et comme germe d'une nation, la Pologne n'a pas été seulement le reproche, elle a été un remords vivant debout au milieu de l'Europe. La France ne vous doit pas seulement des vœux et des larmes, elle vous doit un appui moral et éventuel en retour de ce sang polonoise que vous avez versé pendant nos grandes guerres sur tous les champs de bataille de l'Europe! (Applaudissements.)

« La France vous rendra ce qu'elle vous doit, soyez-en sûrs! et rapportez-vous-en au cœur de trente-six millions de Français! Seulement laissez à la France ce qui lui appartient exclusivement, l'heure, le moment, la forme dont la providence déterminera le choix et la convenance, pour vous rendre, sans agression et sans effusion de sang humain, la place qui vous est due au soleil et dans le catalogue des peuples.

« Vous connaissez les principes que le Gouvernement provisoire de la République a adoptés invariablement dans sa politique étrangère. Si vous ne les connaissez pas, les voici:

« La République est républicaine sans doute; elle le dit à haute voix au monde; mais la République n'est en guerre ouverte ni sourde avec aucune des nations, avec aucun des gouvernements existants, tant que ces nations et ces gouvernements ne se déclarent eux-mêmes en guerre avec elle! Elle ne sera donc, elle ne permettra volontairement aucun acte d'agression et de violence contre les nations germaniques. Elles travaillent en ce moment à modifier d'elles-mêmes leur système intérieur de confédération et à créer l'unité et le droit des peuples qui ont une place à leur revendiquer dans son sein. Il faudrait être insensé ou traître à la liberté du monde pour les troubler dans ce travail par des démonstrations de guerre et pour en changer en hostilité, en susceptibilité ou en haine la tendance libératrice qui les pousse de cœur vers nous et vers vous!

« Et quel moment nous demandez-vous de choisir pour ce contre-sens du droit de la politique et de la liberté? Est-ce que le traité de Pilnitz se trame par hasard contre nous? Est-ce que la coalition des souverains absolus se noue et s'arme sur nos frontières et sur les vôtres? Non. Vous le voyez, chaque courrier nous apporte une acclamation victorieuse des peuples qui se scellent dans notre principe, et qui fortifient notre cause précisément parce que nous avons déclaré que ce principe était le respect du droit, des volontés, des formes de gouvernement, du territoire de tous les peuples! Les résultats extérieurs de la politique du Gouvernement provisoire sont-ils donc si mauvais, qu'il faille le contraindre violemment à en changer, et nous présenter sur les frontières de nos voisins la baïonnette à la main, au lieu de la liberté et de la paix à la main?

« Non, cette politique à-la-fois ferme et pacifique réussit trop bien à la République pour que nous voulions la changer avant l'heure où les puissances la changeront elles-mêmes! Regardez la Belgique! regardez la Suisse! regardez l'Italie! regardez l'Allemagne méridionale tout entière! regardez Berlin! que vous faut-il de plus? Les possesseurs eux-mêmes de vos territoires vous ouvrent la route vers votre patrie, et vous appellent à en restituer pacifiquement les premières assises! Ne soyez injuste ni envers Dieu, ni envers la République, ni envers nous! Les nations sympathiques de l'Allemagne, le roi de Prusse ouvrant les portes de ses citadelles à vos martyrs, les portes de la Pologne ouvertes, Cracovie affranchie, le grand duché de Posen redevenu polonoise, voilà les armes que nous vous avons données en un mois de politique.

« Ne nous en demandez pas d'autres. Le gouvernement provisoire ne se laissera pas changer sa politique dans la main par une nation étrangère, quelque sympathique qu'elle soit à nos cœurs. Nous aimons la Pologne, nous aimons l'Italie, nous aimons tous les peuples opprimés; mais nous aimons avant tout la France, et nous avons la responsabilité de ses destinées et peut-être de celles de l'Europe en ce moment! Cette responsabilité, nous ne la remettons à personne qu'à la nation elle-même! Fiez-vous à elle, fiez-vous à l'avenir, fiez-vous au passé de ces trente jours qui ont déjà donné à la cause de la démocratie française plus de terrain que trente batailles rangées, et ne troublez ni par les armes, ni par une agitation qui retomberait sur notre cause commune, l'œuvre que la Providence accomplit sans autres armes que les idées pour la régénération des peuples et pour la fraternité du genre humain.

M. GODEBSKI. Je commence par vous exprimer la plus vive reconnaissance pour les sentiments nobles et généreux que vous venez de nous témoigner. Vous avez reçu tant de preuves de la sympathie de la France, cette sympathie a été cimentée sur tant de champs de bataille, qu'il n'y a pas un Polonoise qui puisse en douter; mais aujourd'hui que le drapeau polonoise flotte sur les tombeaux des anciens souverains de la République polonoise, vous comprenez l'impatience qui doit animer l'émigration polonoise. Cette impatience est un devoir; nos frères se soulèvent, il ne nous est pas permis de rester inactifs et de contempler de loin, en jouissant de votre généreuse hospitalité, les combats et peut-être le nouveau martyre de nos frères; nous sommes tenus de nous procurer les moyens d'accomplir notre sainte mission: c'est à vous de poser dans votre sagesse la manière dont vous voulez remplir nos souhaits.

M. DE LAMARTINE. Vous avez admirablement parlé comme Polonoise. Quant à nous, notre devoir est de vous parler comme Français. Les uns et les autres, nous devons rester dans notre rôle respectif. Comme Polonoise, vous devez être justement impatients de voler sur le sol de vos pères, et de répondre à l'appel qu'une partie de la Pologne déjà libre fait à ses généraux enfants. Au sentiment, nous ne pouvons qu'applaudir et féliciter, comme vous le désirez, tous moyens pacifiques qui aideront les Polonoises à rentrer dans leur patrie, et à se réjouir de son commencement d'indépendance à Posen!

Quant à nous, comme Français, nous n'avons pas seulement la Pologne à considérer; nous avons l'universalité de la politique européenne qui correspond à tous les horizons de la France, et à tous les intérêts de la liberté dont la République française est la seconde, et nous l'espérons, la plus glorieuse et la dernière explosion dans l'Europe. L'importance de ces intérêts, la gravité de ces résolutions, font que le Gouvernement provisoire de la République ne peut abdiquer entre les mains d'aucune nationalité partielle, d'aucun parti dans une nation, quelque sacrée que soit la cause de cette nation, la responsabilité et la liberté de ses résolutions.

Si la politique qui nous a été commandée sous la monarchie, vis-à-vis de la Pologne, n'est plus la politique qui nous est commandée sous la République, celle-ci a tenu au monde un langage auquel elle veut être fidèle; elle ne veut pas qu'aucun pouvoir sur la terre puisse lui dire: Vous avez des paroles ici, vous avez des actions là.

La République ne doit pas et ne veut pas avoir des actes en contradiction avec ses paroles: le respect de sa parole est à ce prix; elle ne la décréditera jamais en y manquant. Qu'a-t-elle dit dans son manifeste aux puissances? Elle a dit en pensant à vous: Le jour où il nous paraîtrait que l'heure providentielle aurait sonné pour la résurrection d'une nationalité injustement effacée de la carte, nous volerions à son secours. Mais nous nous sommes justement réservé ce qui appartient à la France, seule, l'appréciation de l'heure, du moment de la justice, de la cause et des moyens par lesquels il nous conviendrait d'intervenir.

Eh bien, ces moyens, jusqu'ici nous les avons choisis et résolus pacifiques! Et voyez, et que la France et l'Europe elle-même voient si ces moyens pacifiques nous ont trompés ou vous ont trompés vous-mêmes? (Oui, oui!)

En trente et un jours les résultats naturels et pacifiques de ce système de paix et de fraternité déclarés aux peuples et aux gouvernements, ont valu aux causes de la France, de la liberté et de la Pologne elle-même, plus que dix batailles et des flots de sang humain!

Vienne, Berlin, l'Italie, Milan, Gènes, l'Allemagne méridionale, Munich, toutes ces constitutions, toutes ces explosions spontanées non provoquées de l'âme des peuples, vos propres frontières enfin ouvertes à vos pas à travers les acclamations de l'Allemagne qui se renouvelle dans ses formes sous l'inviolabilité dont nous entourons ses gouvernements et ses territoires! Voilà les pas qu'a fait la République grâce à ce système de respect de la liberté du sol et du sang des hommes! Nous ne reculons pas dans un autre système! Sachez-le bien, la voie droite nous conduit au but désintéressé que nous voulons en atteindre mieux que les voies tortueuses de la diplomatie. Ne tentez pas de nous en faire dévier, même par le sentiment paternel que nous

vous portons. Il y a quelque chose qui contient et qui éclaire notre passion même pour la Pologne, c'est notre raison. Laissez nous l'éclairer grâce à la liberté complète de nos pensées, et sachez que ces pensées ne séparent pas les deux peuples dont le sang s'est si souvent mêlé sur les champs de bataille.

Notre sollicitude pour vous s'étendra, comme notre hospitalité, aussi loin que nos frontières; nos regards vous suivront dans votre patrie. Emportez-y l'espérance de la régénération qui commence pour vous en Prusse même où votre drapeau flotte à Berlin. (Bravos!) La France ne demande d'autre prix à l'asile qu'elle vous a donné que l'amélioration de vos destinées nationales et le souvenir que vous emporterez du nom français.

N'oubliez pas que c'est à la République que vous devez le premier pas que vous allez faire vers votre patrie! (Vive la République!)

Un Polonoise s'approche et dit: « Nous partirons et nous partirons sans armes! »

Un autre Polonoise prend la main de M. de Lamartine et lui demande pardon de quelques expressions un peu vives échappées la veille à l'impatience de son patriotisme. M. de Lamartine lui serre cordialement la main et lui dit: « Ne parlons plus de ce mot, le patriotisme porte sa justification avec lui: je ne m'en souviens plus, et la France ne se souvient que de son amour pour la Pologne! »

La députation se retire aux cris de *Vive la République!* Une vive émotion règne sur la place de l'Hôtel-de-Ville; sa colonne se remet en marche aux acclamations du peuple.

Caisse d'épargne de Paris.

AVIS.

Beaucoup de personnes mal informées propagent une grave erreur qu'il importe de détruire; elles supposent que les fonds confiés à l'État par les caisses d'épargne, en exécution des lois en vigueur, ne sont représentés par aucune sorte de valeurs. Le contraire résulte formellement du rapport présenté au Gouvernement provisoire par M. Garnier-Pagès, ministre des finances, le 9 mars 1848. Ce rapport constate que la propriété des déposants se composait, à cette date, de la manière suivante:

Au trésor, en compte courant à 4 p. 100.	65,703,620 40
En rentes 4 p. 100 ayant coûté	34,106,135 25
En rentes 4 p. 100 id.	202,316,175 »
En rentes 3 p. 100 id.	34,084,447 92
En actions des quatre canaux id.	14,059,120 »
En actions des trois canaux id.	4,818,218 75
	355,087,717 32

Ainsi les inscriptions des rentes et autres valeurs représentatives de l'avoir des caisses d'épargne sont le gage certain, matériel de leur créance, et se trouvent déposées depuis plusieurs années à la caisse des dépôts et consignations chargée d'administrer les fonds de ces établissements en vertu de la loi du 31 mars 1837 et de celle du 22 juin 1845.

Par son décret du 9 mars 1849, le Gouvernement provisoire ne s'est pas contenté de proclamer qu'il respectait ce gage d'une propriété sacrée; il a en outre placé les caisses d'épargne sous la garantie de la loyauté nationale, et il a enfin augmenté de 1 p. 100, à partir du 10 mars 1848, l'intérêt des sommes versées aux caisses d'épargne, à quelque époque qu'elles y aient été déposées.

La circulaire suivante a été adressée par M. le ministre provisoire de l'agriculture et du commerce aux chambres de commerce et aux chambres consultatives des arts et manufactures.

Paris, le 24 mars 1848.

Messieurs, un décret du gouvernement provisoire, en date du 7 mars courant, a statué que, dans toutes les villes industrielles et commerciales, il serait créé un comptoir national d'escompte par le concours simultané de l'État, des communes et des souscriptions particulières. Je viens faire appel à votre dévouement pour la réalisation immédiate de cette pensée. Votre patriotisme saura en faire sortir d'autres résultats: la reconnaissance de vos concitoyens sera votre récompense.

Dans les temps ordinaires, l'activité des transactions imprime à la production une grande énergie: la consommation intérieure et l'exportation alimentent ce mouvement, le crédit lui fournit toutes les ressources qui lui sont nécessaires. Mais le jour où le commerce s'arrête, les magasins s'engorgent, le portefeuille ne s'éconle plus, et le travail est mis en péril. C'est à ce mal, messieurs, que vous devez pourvoir immédiatement: en rendant la vie au crédit, non-seulement vous sauverez vos intérêts, mais encore vous préviendrez peut-être des perturbations sociales.

Déjà Paris vous a donné l'exemple. Le 8 mars a paru le décret d'institution des comptoirs; le 9, celui de Paris était formé, et dans ce moment il fonctionne avec une énergie qui révèle toute son utilité. Ainsi, bientôt, de la ville qui la première a poussé le cri de liberté, doit partir le signal du rétablissement de l'ordre et de la confiance, seules bases durables de la prospérité publique.

Votre ville s'est associée avec ardeur à ce mouvement; montrez à vos concitoyens qui vous ont élus ce que vaut l'honneur de leurs suffrages, ce que peuvent l'amour du pays et le dévouement au bien public.

Votre premier soin, en recevant cette lettre, si déjà vous n'avez devancé mon appel, doit être de constater la proportion habituelle des affaires de votre circonscription, afin de déterminer comparativement l'importance que doit avoir le capital du comptoir à fonder dans votre ville. Vous designerez ensuite, séance tenante, trois membres de votre chambre, qui s'entendront avec des délégués de l'autorité municipale pour arrêter d'accord les bases d'organisation de l'établissement, en rédiger les statuts sur les bases de ceux de Paris, dresser la liste des administrateurs et préparer les arrangements matériels nécessaires.

pour l'installation immédiate du service; vous enverrez ensuite le projet au ministre des finances, en lui désignant, pour remplir les fonctions de directeur, trois candidats qui seront choisis par les souscripteurs et agréés par l'autorité municipale et par votre chambre.

Pendant ce temps, tous les autres membres de la chambre, après avoir appelé à eux les hommes les plus influents de la localité, se rendront individuellement chez tous les propriétaires, banquiers, commerçants et industriels pour leur demander leur souscription personnelle. Ils leur feront connaître l'importance du capital fixé par votre chambre, et leur rappelleront qu'aux termes du décret du 7 mars les actionnaires ne doivent supporter qu'un tiers des pertes éventuelles, tandis qu'ils ont droit à la totalité des bénéfices, et que l'excédent des pertes reste à la charge de l'Etat et de la ville, chacun pour une somme égale au montant des souscriptions particulières obtenues.

Aussitôt que vous aurez réalisé des souscriptions pour le tiers environ du montant du capital à fournir par les actionnaires, et que vous aurez reçu l'approbation du ministre des finances, le conseil d'administration déclarera le comptoir constitué, et les opérations commenceront immédiatement.

Réduit à ses ressources propres, le comptoir, bientôt épuisé par le mouvement des escomptes, ne pourrait exercer sur votre place qu'une action fort limitée. Pour remédier à cet inconvénient, vous vous adresserez à la banque départementale (ou au comptoir d'escompte de la banque de France) établie dans votre ville; elle recevra les bordereaux des effets escomptés par le comptoir, et vous en fournira la contre-valeur. Vous pourrez ainsi renouveler vos ressources, et, en tenant votre escompte à un taux supérieur de 1 à 2 p. 0/0 à celui de la banque, vous vous assurerez les moyens de pourvoir à nos dépenses.

Je n'ajoute plus qu'un mot. Fondé par le patriotisme des citoyens, l'esprit du comptoir doit être large et libéral. Il s'agit moins en ce moment de discuter minutieusement la valeur intrinsèque de chaque effet que d'apprécier la valeur de l'homme qui le présente. La fortune privée de chaque citoyen est un élément précieux de la fortune publique. Vous vous montrerez jaloux de la conserver, et vous ne négligerez rien pour relever le crédit et prévenir la ruine des négociants et des industriels qui se sont acquis, par la probité et l'honneur, l'estime de leurs concitoyens. En agissant ainsi, vous vous montrerez fidèles au vœu de notre République, qui n'a pas placé en vain la fraternité dans sa devise à côté de l'égalité et de la liberté.

Recevez, messieurs, mes salutations,
Le ministre provisoire de l'agriculture et du commerce,
BETHMONT.

La circulaire suivante a été adressée, par le membre du Gouvernement provisoire ministre des finances, aux commissaires du gouvernement dans les départements :

Paris, le 24 mars 1848.

Le Gouvernement provisoire, en provoquant la création, dans tous les centres du commerce et de production, de comptoirs nationaux d'escompte fondés au moyen de souscriptions particulières, de la garantie des villes, des fonds, et de la garantie du trésor, a eu en vue d'étendre sur la France entière les facilités du crédit, par l'association de tous les intérêts, de toutes les forces, de tous les dévouements. C'est une pensée féconde que les circonstances actuelles nous pressent de réaliser. Pour y parvenir, je compte sur votre concours le plus actif. Le commerce et l'industrie souffrent; on ne saurait trop se hâter de le secourir. Dans les villes commerciales et manufacturières de votre département les plus importantes, un comptoir national d'escompte est indispensable; vous vous occuperez d'urgence d'en activer la formation, en faisant appel aux négociants, aux capitalistes, aux propriétaires, ainsi qu'aux autorités communales et aux tribunaux de commerce. Vous vous mettez aussi en rapport avec les chambres de commerce et des manufactures, auxquelles mon collègue, M. le ministre de l'agriculture et du commerce, écrit, pour réclamer leur coopération efficace, une lettre qui renferme toutes les instructions nécessaires pour l'organisation de ces sociétés, et dont je vous remets ci-joint une copie.

Je vous recommande d'user de toute votre influence pour faire comprendre aux personnes intéressées et au rétablissement de la confiance dans les transactions et au maintien de la tranquillité publique, l'indispensable nécessité de leur participation à la création des comptoirs.

D'un autre côté, vous ne manquerez pas de représenter aux intérêts locaux que le fonds de 60 millions mis à ma disposition, sur le nouvel impôt des 45 centimes additionnels, pour accroître par des prêts subventionnels les ressources des comptoirs, ne pourra être employé qu'en faveur des villes qui auront commencé à s'aider elles-mêmes, et que la part attribuée à chacune d'elles sera naturellement en rapport avec le capital qu'elle aura su réunir.

Vous aurez soin, enfin, de porter à la connaissance du public que les ressources pécuniaires des comptoirs nationaux d'escompte ne sont nullement la mesure des services qu'ils pourront rendre au commerce, attendu que :

1° Ceux qui existeront dans des villes où se trouvent déjà soit des comptoirs de la banque de France, soit des banques locales, auront, en faisant réescompter leur portefeuille par ces établissements, les moyens de renouveler continuellement leur capital;

2° Ceux qui seront créés dans les villes où il n'existe point aujourd'hui d'institutions de crédit auront la faculté :

Pour le papier sur Paris, de le faire réescompter soit à la banque de France, soit à une de ses succursales;

Pour le papier sur place, de le faire réescompter par la banque locale ou le comptoir d'escompte le plus voisin.

Si, malgré la puissance de ces considérations, la liste des souscriptions n'arrivait pas à former un capital suffisant, vous aurez à examiner, avec le conseil d'administration, si ce capital pourrait être complété au moyen de retenues qui seraient opérées pendant les premiers mois sur les bordereaux acceptés, et dont le montant serait converti en actions au nom des souscripteurs, en tenant compte à ceux-ci, toutefois, des sommes qu'ils pourraient déjà avoir souscrites.

Il me reste à vous prier de me faire connaître votre opinion sur les candidats qui seront présentés à ma nomination pour les fonctions de directeur, et de m'informer, dans le plus bref délai, de tous les résultats que vous aurez obtenus pour la fondation des comptoirs d'escompte.

Je vous transmets ci-joint une ampliation des décrets relatifs à ces établissements, accompagnée d'un modèle des statuts indiquant les bases sur lesquelles ils doivent être constitués.

Agréez, monsieur le commissaire, l'assurance de ma parfaite considération.

GARNIER-PAGÈS.

Pour ampliation :
Le secrétaire général du ministère des finances,
GUILLEMOT.

Rapport à M. le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes :

Paris, le 25 mars 1848.

Monsieur le ministre,
La haute commission à la présidence de laquelle vous m'avez fait l'honneur de me commettre va se trouver prochainement investie de l'examen des questions relatives à l'enseignement dans les lycées et les collèges. Il paraît nécessaire de donner à ses discussions un élément fondamental qui leur manque. C'est la détermination régulière de l'influence exercée sur la santé des élèves par la proportion des heures d'études.

Le développement de l'esprit n'est pas la seule condition que doit remplir un système d'études. Ce développement manquerait tout-à-fait son but, qui est de former des hommes capables, s'il n'était institué de manière à ce que le développement physique ne souffrit de sa concurrence aucune atteinte. Une fatigue organique, causée par une prédominance trop forte et trop prolongée de l'application intellectuelle,

pourrait se déclarer au moment même où les jeunes gens, sortant de la vie méthodique des écoles, entrent dans la vie libre de la société.

Ce n'est pas seulement la constitution physique qui se trouverait ainsi altérée : le spontanéité et l'énergie, qualités si essentielles à tout citoyen dans une République, seraient susceptibles de s'en ressentir également. S'il est juste de viser à ce que, dans les travaux de l'industrie, l'exercice du corps ne paralyse point celui de l'esprit, il ne l'est pas moins de veiller à ce que, dans ceux des écoles, la proportion la plus avantageuse possible entre ces deux modes d'exercice soit maintenue. Fallût-il s'exposer à ce que les élèves eussent appris moins de choses, on serait assez dédommagé s'ils devaient les mieux savoir, et surtout se présenter dans le monde en meilleure disposition de s'instruire de tout ce qui leur reste encore à connaître.

Je désirerais donc, monsieur le ministre, qu'il vous plût de nommer une commission d'enquête chargée de constater les effets produits sur la santé des élèves par suite de la proportion numérique qui s'observe dans les lycées et les collèges entre les heures données à l'étude et celles qui sont employées au sommeil, à la récréation, à la gymnastique, à la promenade. Cette commission s'unirait par un lien tout naturel à celle que j'ai l'honneur de présider, si vous vouliez bien y placer quelques-uns de nos collègues. Qu'il y ait lieu à réformer ou qu'il y ait lieu à maintenir, son enquête fournirait aux discussions de la haute commission une base d'expérience qui augmenterait aux yeux de tous la sûreté et le poids de ses conclusions.

Le président de la haute commission des études scientifiques et littéraires,

JEAN REYNAUD.

Le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes

Arrête :

Sont nommés membres de la commission d'enquête sur la durée du travail dans les lycées et autres établissements d'instruction publique :

MM. Serres, membre de l'Institut, président;

Dutrey, inspecteur général de l'Université;

Geoffroy Saint-Hilaire, membre de l'Institut, inspecteur général de l'Université;

Trélat, médecin de l'hospice de la Salpêtrière;

Fuster, agrégé de la faculté de médecine;

Péclet, inspecteur général de l'Université;

Theil, professeur de seconde au lycée Corneille.

Fait à Paris, le 25 mars 1848.

CARNOT.

Le général Petit, rentré dans l'exercice de ses fonctions, a adressé aux soldats invalides, le lendemain de sa réintégration solennelle au poste de commandant, l'ordre du jour suivant :

Invalides,

Nous avons éprouvé un grand malheur; j'en ai été vivement affligé; mais je veux me consoler en reprenant mes occupations ordinaires; je continuerai donc avec zèle à vous donner mes soins et à veiller à tous vos besoins.

Comment quelques invalides ont-ils pu croire que jamais j'aie eu la pensée de détourner le don de 6,000 fr. fait aux aveugles par un anonyme; moi qui ai traversé nos temps de gloire sans m'occuper de ma fortune, et qui ai refusé en 1815 de recevoir un don d'argent de l'empereur Napoléon, pensant alors comme aujourd'hui aux besoins de la patrie?

Comment a-t-on pu faire courir le bruit que j'avais traîné dans la boue le drapeau tricolore, moi qui n'ai jamais combattu que sous ces nobles couleurs, et qui ai si religieusement conservé le drapeau de la garde impériale, qui me fut remis de la part de l'empereur par le général Drouot?

Faisons donc cesser des bruits mensongers, rentrons dans l'ordre accoutumé. Invalides, ayez confiance en mes sentiments pour vous que rien ne peut affaiblir; n'ai-je pas longtemps partagé vos fatigues, vos dangers et peut-être votre gloire? Et aujourd'hui, affaibli comme vous par l'âge, n'ai-je pas en partage une grande partie de vos cruelles infirmités? Et croyez-le bien, ce n'est pas à 76 ans que l'on devie d'usurpation de l'honneur. Tout ce qui vous est dû vous est continuellement accordé; reposez-vous donc pour ce soin sur le zèle éclairé de la sollicitude de M. le maréchal gouverneur, et soyez assuré que le gouvernement lui-même a constamment les yeux fixés sur ce qui se passe à l'hôtel, ce qui est prouvé d'ailleurs par les deux enquêtes qui vont avoir lieu.

Paris, le 25 mars 1848.

Le général de division commandant,

PETIT.

L'enquête ordonnée par le Gouvernement provisoire est en effet en cours d'exécution, on en connaîtra très-prochainement les résultats.

ALGERIE. — M. le général Cavaignac a adressé la proclamation suivante aux Arabes :

De la part du général Cavaignac, gouverneur-général de l'Algérie, à tous les Arabes et Kabyles grands et petits, salut!

« La nation française, que Dieu lui donne la victoire! a changé, d'un commun accord, la forme de son gouvernement, dans le plus grand intérêt de tous. Réjouissez-vous de l'événement qui vient de s'accomplir : car en augmentant la force de ses armées et en améliorant ses instructions, la nation française vous garantira, mieux que par le passé, la conservation de la paix et l'accroissement des richesses qui en découlent.

« Depuis longtemps vous avez obéi aux décrets de Dieu qui a voulu que votre pays fût gouverné par la France des frontières de Maroc à celles de Tunis; il vient encore de donner un signe éclatant de sa volonté immuable par la soumission d'Abd-el-Kader et de tous ses partisans; Dieu soit loué de ce qu'il n'existe plus au milieu de vous aucune cause de désordre!

« Le Gouvernement de la République nous a placés à votre tête. Notre intention est de vous gouverner comme vous l'avez été jusqu'à ce jour. Ceux qui nous ont précédé punissaient les fautes et récompensaient les actions honorables; enfin, ils ont été justes pour tous; nous vous rendrons la même justice, nous punirons le méchant et nous récompenserons le bon.

« Comme ceux qui nous ont précédé, nous ne voulons rien changer à vos lois, à vos mœurs, à vos usages.

« Depuis seize ans, nous sommes dans ce pays, nous y avons grandi en autorité par la volonté de Dieu, et aujourd'hui, nous sommes appelés à donner des soins à vos intérêts et à vos affaires.

« Continuez à nous obéir comme vous obéissiez à nos prédécesseurs, car ils vous ont gouverné au nom de la nation française, et c'est au nom de la nation française que nous sommes appelés à le faire aujourd'hui. N'écoutez pas ceux qui vous diront : les choses sont changées pour vous, car il ne vous arriverait que des malheurs.

« Grâce à Dieu, qui a éclairé vos esprits, la tranquillité et le bonheur régneront aujourd'hui parmi vous; tous les auteurs des désordres, grands et petits, sont successivement venus se mettre entre nos mains, convaincus qu'ils ne pouvaient rien contre notre puissance; nous demandons à Dieu qu'il vous conserve dans l'état où vous êtes. Salut! »

Révolution Européenne.

REVOLUTION ITALIENNE.

NOUVELLES IMPORTANTES.

Nous lisons aujourd'hui une correspondance de Turin du 21 et du 22. En voici le contenu :

Turin, 21 mars 1848.

« Je vous écris du bureau de la *Concordia*, devenu le quartier-général des Lombards à Turin; nous sommes réduits maintenant à un petit nombre; presque tous sont partis pour la frontière. La fermentation à Turin ressemble, à s'y méprendre, à une révolution, moins la fusillade. Tous les citoyens demandent des armes; tous veulent marcher en *guerrillas* ou en troupes réglées sur le théâtre de la guerre; le gouvernement ne donne des armes qu'à ces derniers; les autres éclatent en imprecations. Presque toutes les troupes sont parties pour la frontière; le reste partira sous peu. On fait courir le bruit que l'ambassadeur anglais proteste contre toute intervention du Piémont en Lombardie; mais on vient de m'apprendre que ce bruit n'est pas fondé.

« En attendant, MILAN DEVIENT UN MONCEAU DE CENDRES ET DE CADAVRES. Nos pauvres concitoyens se battent comme des lions depuis trois jours; ils sont maîtres de toute la ville, moins le château et les boulevards, d'où les Autrichiens font feu sans interruption. Par bonheur ils n'ont que des canons et pas de bombes.

« De tous les points de la Lombardie on marche sur Milan, citoyens et soldats. Les Italiens de Suisse sont accourus à la première nouvelle, et ont déjà pris Varère et Como. Nous apprenons à l'instant même que les citoyens de Pavie ont pris douze canons et se dirigent sur Milan, et que les Gênois sont entrés à Pavia; mais on nous donne aussi une nouvelle malheureuse : les paysans de la *Lomellina* auraient été battus au Tessin, sur le territoire lombard, où ils avaient pénétré.

« Milan est toujours entouré de troupes nombreuses; les portes de la ville, un moment conquises par les citoyens, ont été reprises par les Impériaux; personne ne peut entrer ni sortir; mais nous recevons nos nouvelles des faubourgs. Dieu sait ce que sont devenus nos familles, nos amis; je tremble à l'approche du moment où l'on fera l'appel des survivants!

« Je vous envoie des journaux.

« Faites donc connaître au gouvernement français le véritable état des choses; qu'il prenne des mesures; elles sont urgentes pour notre salut et dans son propre intérêt.

P. S. « En ce moment on fait grand tumulte à l'Université, les étudiants veulent qu'elle soit fermée et se mettent en marche immédiatement. Ils brisent tout; ils menacent le Gouvernement de Charles-Albert; on entend souvent les cris : *Vivent les étudiants de Vienne!* Le conseil des ministres siège en permanence. »

Turin, 22 mars au soir.

« A ma lettre d'hier et à ce que vous aurez appris les journaux, j'ajoute les nouvelles de ce matin : elles sont meilleures! On se bat toujours à Milan, et on se bat en héros. La révolution est générale dans toute la Lombardie. Nos compatriotes du canton Tessin et de la province de Como ont pu pénétrer à Milan par la force des armes. Le terrible château, toujours occupé par les Autrichiens, a hissé le drapeau blanc et demande à parlementer; mais le maire Casati, au nom des Milanais, s'y refuse tant que les Autrichiens n'auront pas évacué entièrement le château et les remparts de la ville. Deux convois de poudre envoyés par les citoyens de Novare ont pu pénétrer à Milan; mais les courriers de l'intérieur manquent toujours.

« Le Piémont est sens dessus dessous. Les seuls aristocrates de Turin ne se montrent pas; les volontaires s'enrôlent par milliers; en plus grand nombre sont ceux qui partent pour se battre en corps francs. Dix mille citoyens de la *Lomellina* et de Gènes sont déjà à Pavie. Ici l'Université est fermée et six cents étudiants armés sont partis ce matin.

« Le gouvernement envoie troupes sur troupes à la frontière; il y a là déjà trente mille hommes; mais l'état pitoyable dans lequel les précédents ministères ont laissé l'administration de la guerre est cause d'un retard qui sera encore plus funeste à la monarchie qu'à la nation.

« Les chefs des troupes échelonnées le long du Tessin ont la plus grande peine à contenir les soldats. Le bruit se répand à l'instant que deux bataillons de cavalerie, cantonnés à Vigevano, ont commis une défection d'un nouveau genre; ils se sont nommé d'autres chefs et ont couru au secours de leur frères sur le territoire lombard.

« La révolution a éclaté aussi à Parme et à Modène; on n'en connaît pas encore les détails.

« L'Angleterre proteste contre toute intervention du Piémont en Lombardie. Et la France que fait-elle? Ici, elle ne donne pas signe de vie.

PRUSSE. — La nouvelle de la proclamation de la République à Berlin est fautive. La dépêche télégraphique était sans fondement.

Les seize villes de la Prusse rhénane ont rédigé une adresse au roi. Elles demandent que, vu la défiance qui existe encore dans tous les esprits sur les intentions réelles de S. M., les réformes nécessaires soient accordées immédiatement, et avant toute convocation des Etats-généraux :

1° Véritable représentation nationale, librement élue par le peuple, sans distinction de classes ni d'état, avec un cens électoral aussi bas que possible.

2° Discussion par l'assemblée nationale de toutes les affaires de l'Etat; vote à la simple majorité.

3° Responsabilité des ministres devant l'assemblée.

4° Egalité de tous les citoyens devant la loi, liberté individuelle, inviolabilité du domicile.

5° Liberté et égalité des cultes; séparation de l'Eglise et de l'Etat.

6° Liberté de l'enseignement.

7° Liberté illimitée de la presse, sans brevets, sans cautionnements, sans mesure préventive; répression des délits de presse par le jury.

8° Droit illimité de pétition.

9° Droit de réunion et d'association.

10° Publicité et oralité des débats judiciaires. Jury.

11° Armement du peuple. Libre élection des chefs.

12° Diminution des impôts qui pèsent sur les classes laborieuses. Finalement, les pétitionnaires protestent contre la présence des comtes d'Arnim et de Schwerin dans le conseil des ministres, ces deux personnages n'offrant pas assez de garanties.

Douze bourgeois de la province rhénane sont allés porter cette adresse à Berlin.

MILAN. — Le 22 mars, la lutte continuait à Milan, héroïque, acharnée, mortelle.

Les Autrichiens sont toujours maîtres de la citadelle, mais les Milanais sont parvenus à s'emparer de quelques-unes des issues de la ville, et ont pu se mettre ainsi en communication avec les habitants de la campagne.

Malheureusement les ressources des Lombards ne répondent pas à leur héroïsme. Si Charles-Albert ne vient pas à leur secours, leur triomphe n'est pas assuré.

Un prétexte vient de lui être donné. Le territoire sarde a été violé. Deux soldats autrichiens ont tiré sur des Piémontais. Ces soldats ont été immédiatement livrés aux autorités sardes.

Une administration provisoire s'est instituée à Milan au milieu même du combat. Il y a un comité de sûreté générale, un comité des finances, un comité de la guerre, un comité de défense publique.

Le mouvement de Pavie se confirme.

Parme est délivré;
Le grand-duc est parti;
Le Gouvernement provisoire est constitué.

POLOGNE.—Posen, 23 mars, à midi. Hier soir est arrivée la nouvelle de la mise en liberté des détenus politiques Polonais emprisonnés à Berlin, ainsi que de l'ovation que le peuple de cette ville leur a faite et que vous aurez lue dans ses journaux. Cette nouvelle a produit ici une grande joie, mais l'ordre n'a pas été troublé.

« Le comité a proclamé aujourd'hui :
1° Une adresse aux habitants allemands de la province, où il leur promet toute sécurité ;
2° Une adresse pareille aux juifs ;
3° Une troisième au clergé, où il lui annonce que son chef fait partie de la députation au roi, et où il l'engage d'user de tout son ascendant pour maintenir le peuple dans l'ordre.

« Le bruit court que les officiers et les employés portent leurs meubles et leurs hardes à la citadelle, et que la troupe va quitter la ville ainsi que la province.

« Voici l'opinion d'un des chefs du Gouvernement prussien d'ici, à la réception de cette nouvelle. Ce n'est plus le roi, mais la rue qui gouverne à Berlin. Le roi n'aura rien à refuser à la députation partie d'ici ; car le peuple de Berlin lui fera le même accueil qu'il a fait aux prisonniers Monhabite. Votre nationalité est assurée.

« Ce matin, une foule nombreuse s'est portée sur la chaussée de Berlin, dans l'attente des prisonniers. Une estafette a apporté la nouvelle qu'ils ne viendraient que ce soir ou demain matin. Elle apporte aussi l'autorisation du président du cabinet, comte d'Arnim, de porter la cocarde nationale et de former une garde nationale polonaise. La foule s'est portée immédiatement, après la réception de ces nouvelles, à l'hôtel de la présidence, pour demander la formation de l'armement et de la garde nationale.

« 4 heures. — La troupe a évacué la ville. Elle s'est retirée à la citadelle. Le comité a pris possession de l'Hôtel-de-Ville où, pour le moment, il organise la garde nationale. Cinq cents fusils doivent être distribués aux citoyens.

« On assure que les Russes rassemblent des forces considérables à la frontière.

« Les Polonais fraternisent avec les Allemands. Au lieu d'une corde, on en porte deux : l'une aux couleurs polonaises, l'autre à celles de la république allemande. »

BAVIÈRE. — Le discours suivant a été prononcé par le roi Maximilien, le 22, à l'ouverture des Etats.

« Mes chers et fidèles Etats du royaume,
Je monte sur le trône par la volonté de mon père bien-aimé, de ce prince, de ce souverain distingué par de si hautes vertus. Le souvenir de ce qu'il a fait de grand pendant les vingt-trois ans qu'il a régné, sera perpétué non seulement par le marbre et l'airain, mais ce souvenir, nous le conserverons aussi dans nos cœurs reconnaissants.

« J'ai fait connaître dans ma proclamation d'hier et dans celle du 6 mars les principes de mon gouvernement. Je remplirai fidèlement et consciencieusement leurs promesses, et je suis fier de me nommer un roi constitutionnel.

« Afin de faire disparaître tout souvenir des égarements antérieurs, j'ai résolu d'accorder une amnistie pour tous les crimes et les délits politiques.

« J'ai pris des mesures pour faire soumettre sans retard aux Etats des projets de loi concernant :

« La responsabilité des ministres ;
« La liberté de la presse ;
« Les élections de la chambre des députés ;
« Une prompte et complète représentation du Palatinat (Bavière rhénane) dans cette Chambre ;
« Le rachat des charges seigneuriales et la discussion de nouveaux Codes de lois.

« Il sera en outre présenté des projets de lois concernant les bases de la législation relative à l'organisation des tribunaux, la procédure dans les affaires civiles et criminelles, et le Code pénal, auquel se rattacherait la confection d'un Code de police.

« La législation en matière de change, qui a été discutée à Leipzig, et une loi sur l'organisation des autorités religieuses et supérieures des israélites.

« Plus tard, je me réserve de faire présenter des lois concernant l'administration de la justice avec la publicité orale des débats et le jury, ainsi que cela a déjà été promis ; de plus, et conformément au 9^e supplément de la Constitution, une loi concernant l'amélioration du sort des fonctionnaires de l'Etat et de leurs héritiers ; enfin, une loi pour l'amélioration de la condition des israélites.

« J'ai l'intention d'abolir la loterie, en tant que la situation des revenus de l'Etat permettra de le faire, eu égard aux charges que nous impose le temps d'agitation où nous vivons. En tout état de cause, le prochain budget remplacera, autant que cela sera nécessaire, ce revenu par un autre. J'ai également ordonné une révision générale de la loi sur la landwehr, afin de pouvoir organiser l'armement du peuple d'une manière appropriée au temps.

« Examinons ces projets de loi avec calme et à fond.

« L'agitation du temps et les grands intérêts de la patrie exigent la réunion plus intime de toutes les races germaniques, et j'ai fait, sans perdre de temps, les démarches nécessaires dans l'intérêt de la représentation du peuple à la Diète.

« Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de notre vie politique. Ainsi l'exige l'esprit qui règne en Europe.

« Non seulement la Bavière, mais encore l'Allemagne, a les yeux fixés sur les délibérations qui vont commencer. Puissent-elles se distinguer par une mâle loyauté, par une sage modération, et par l'éloignement de toutes tendances subversives et désorganisatrices.

« Les résultats de cette session doivent fixer la place de la Bavière en Allemagne. Servons d'exemple à toutes ces races ! Que notre devise soit : *liberté et légalité*. »

HOLLANDE. — Un ministère intérimaire a pris en main les affaires. En voici les membres :

Président du conseil et ministre des affaires étrangères, M. le comte Schimmelpenninck, qui est en même temps chargé par intérim du ministère des finances ; le vice-amiral Ryk, ministre de la marine et des colonies ; M. Donker Curtius, ministre de la justice ; M. Luzac, ministre de l'intérieur et du culte réformé ; M. Lightenvelt, ministre du culte catholique, et le lieutenant-général Nepveu, ministre de la guerre.

Faits Divers.

— Hier matin, a eu lieu au Luxembourg, sous la présidence de M. Louis Blanc, une réunion d'ouvriers représentant les ateliers de MM. Derosne et Cail. Il y a eu un long débat sur le système provisoire à adopter pour la reprise immédiate des travaux, ainsi que sur un système qui pût être définitif. Enfin, le projet suivant a été adopté :

1° Les ouvriers mécaniciens de l'atelier Derosne et Cail forment entre eux une association basée sur ce principe, adopté dès à présent, que, s'il arrivait par hasard que la masse des travaux à exécuter ne fût pas en rapport avec le nombre des travailleurs, elle sera répartie de manière à ce qu'aucun d'eux ne soit privé de travail, c'est-à-dire de pain. Les ouvriers eux-mêmes détermineront lequel de ces deux systèmes il convient de choisir : ou bien égalité dans la répartition des salaires et du bénéfice seulement.

2° La somme des salaires actuellement payés aux ouvriers mécaniciens ne sera pas changée ; seulement l'entrepreneur s'engage à y ajouter, sous forme de bénéfices, un onzième du prix des façons, calculé sur la moyenne des prix de chaque pièce depuis le commencement de la commande jusqu'à ce jour, à condition toutefois que cela sera possible ; ce qui sera examiné par le commissaire délégué à cet effet, et auquel seront adjoints une commission nommée par les ouvriers et un ingénieur.

3° Le commissaire, la commission nommée par les ouvriers et l'ingénieur auront à s'occuper, par mission spéciale, de jeter les bases du système définitif à adopter, en partant de ce principe qu'il est de la plus haute importance de sortir du provisoire aussi promptement que possible.

M. Vidal est nommé commissaire aux fins ci-dessus, sur la désignation même des ouvriers présents.

— Une maison importante de Marseille, faisant le commerce de la Grèce, ayant reçu du Levant, par le *Mentor*, une somme de 600.000 fr. en espèces, s'est empressée de la verser à la banque de Marseille, contre des billets de cette banque.

Ce fait est de nature à démontrer combien est grande la confiance inspirée au commerce par cet établissement financier.

L'ordre le plus complet règne actuellement aux Tuileries, et grâce aux mesures prises par le capitaine Saint-Amand, commandant supérieur du palais, toutes les communications qui avaient été forcement interrompues ont été successivement rendues au public. A dater d'aujourd'hui, la grille de l'Arc-de-Triomphe est ouverte, et le passage de la cour au jardin, sous le pavillon de l'Horloge, rendu à la circulation.

Demain, l'état-major de la garde nationale s'installera dans une partie des appartements du pavillon Marsan.

Ce matin, la chapelle du palais, que M. le commandant Saint-Amand avait fait disposer avec soin et orner de drapeaux, a reçu un nombreux auditoire. Les malades de l'hospice civil, rangés dans la tribune qu'occupait autrefois l'ex-famille royale, le commandant et les hommes qui l'ont secondé dans l'honorable mission qu'il a si bien remplie au palais, M. Durand St-Amand, maire de l'arrondissement, assistaient à l'office divin, qui a été célébré avec une majestueuse simplicité par le curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, rentré en possession de la chapelle des Tuileries, qui est sur sa paroisse.

La vue du tableau de Schœffer, transporté quelques instants auparavant de l'oratoire de l'ex-duchesse d'Orléans dans la chapelle, avait inspiré au prêtre de bonnes et chaleureuses paroles. Il a entonné le *Domine salvem fac Rempublicam*, et, par deux fois, les auditeurs ont répété avec enthousiasme cette patriotique prière.

— Le ministre de l'intérieur va prendre des mesures pour que les listes des candidats à la députation dans chaque département soient communiqués aux généraux commandant les divisions militaires, qui devront les transmettre aux soldats. On sait, en effet, qu'aux termes d'une instruction concertée avec le ministre de la guerre, ceux-ci ne peuvent voter, quand ils sont plus de cinq dans une localité, que pour les candidats des départements dont ils sont originaires.

— Un des travaux d'utilité les plus urgents serait l'enlèvement des sables qui se trouvent, depuis trente ans, amoncelés dans le jardin du palais National. Ces sables encombrant tellement que les marches des galeries ont presque disparu, et que, dans un grand orage, les galeries elles-mêmes seraient inondées. Voilà un bon et utile travail pour les braves ouvriers de Paris.

— Le club de l'Abbaye, dont le siège provisoire est rue du Dragon, 13, sur la proposition d'un de ses membres, a ouvert un tronc destiné à recevoir les offrandes militaires de tous les membres.

— Les ouvriers couvreur sont en grève. Il fallait cependant que la toiture du palais de la Constituante fut terminée dans quelques jours. Le ministre des travaux publics pria le secrétaire de la commission du Luxembourg de vouloir bien se charger de l'affaire. Le secrétaire mande les délégués de cette profession. « Mes amis, leur dit-il, je sais que vos travaux sont suspendus ; mais il est urgent d'abriter les députés que la France va nous envoyer bientôt. J'ai promis, en votre nom, que l'ouvrage serait achevé lundi. Quelle rétribution désirez-vous ? — Nous ne travaillons pas maintenant, répondirent ces braves gens, parce que nous ne voulons plus qu'un spéculateur oisif prélève sur nous des bénéfices énormes. Mais nos bras sont à la patrie : nous ne voulons rien. La besogne sera faite lundi. »

(La Voix des Clubs.)

— Tous les employés et agents de l'Ecole polytechnique ont décidé qu'à partir du 31 mars, ils feraient abandon à l'Etat, pendant trois mois, d'une journée, par mois, de leurs traitements. Si la situation l'exigeait, ils renouvelleraient leur engagement à l'expiration des trois mois.

— Le duc de Broglie a donné l'ordre, à Londres, de vendre les voitures et les meubles qu'il avait laissés à l'ambassade française lors de son départ au mois de janvier dernier.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducez, 53, quai des Augustins.

PRÉCIS DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

par Mathieu BRIANCOURT, ouvrier teinturier.

Se vend à la librairie sociétaire, quai Voltaire, 25. — Prix : 30 cent.

LE BANQUET SOCIAL,

Journal du XII^e arrondissement.

APPEL A TOUS LES BONS CITOYENS.

DOUZE MILLE francs de capital à répartir en **DOUZE** cents actions de **DIX** francs chacune.

Les actions rapporteront 4 p. 100.

En outre chaque actionnaire aura droit à cinq annonces de 2 francs chacune au tarif du journal.

N. B. On comprend que les annonces de l'arrondissement faites dans le journal de l'arrondissement auront une valeur locale plus immédiate que celles qui seront faites dans d'autres journaux.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Un an, 24 fr. — Six mois, 12 fr. — Trois mois, 6 fr. — Un mois, 2 fr.

ANNONCES.

La grande ligne, 1 fr. 50 c. — La petite ligne, 50 c. — Annonces anglaises, 30 c.

Nous donnons ci-dessous un modèle en blanc de souscription, pour les actions.

Nous invitons tous les bons citoyens du XII^e arrondissement à nous prêter leur concours en remplissant le modèle ci-joint, et en le renvoyant immédiatement franc de port sous enveloppe au bureau du journal, place Maubert, 9.

Je soussigné _____ demeurant à _____ rue _____ département _____
déclare souscrire pour _____ actions de 10 fr. chacune, au journal **LE BANQUET SOCIAL**.
Le _____